

Questions orales

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, des millions de Canadiens sans travail et leurs familles voudraient que le gouvernement comprenne que nous sommes en 1992 et non en 1978.

Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. La Chambre n'a presque pas siégé au cours des cinq derniers mois même si nous sommes en pleine crise économique. La dernière fois que la Chambre a siégé brièvement, j'ai demandé au ministre des Finances pourquoi son gouvernement ne pouvait s'occuper à la fois de l'économie et de la Constitution.

La Chambre a maintenant recommencé à siéger, et il suffit d'écouter le premier ministre et le ministre des Finances pour se rendre compte que, non seulement le gouvernement ne peut pas faire deux choses en même temps, mais il ne peut même pas s'occuper de l'économie même s'il n'a que cela à faire.

La question que je veux poser au premier ministre est la suivante: Pourquoi sommes-nous ici si ce n'est pour nous occuper de la crise économique? Les libéraux sont prêts à s'occuper de ces problèmes, mais ceux-ci nécessitent des mesures que seul un gouvernement peut prendre.

Je le demande au premier ministre: Pourquoi ne répond-il pas à la question du chef de l'opposition et ne nous dit-il pas quand il déposera un nouveau budget pour créer des emplois et stimuler l'économie? Pourquoi essaie-t-il de gagner du temps?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'essaie pas de gagner du temps et je prends certes très au sérieux toute allusion au chômage, qui est trop élevé au Canada depuis dix ou douze ans. Je crois que mon collègue sera d'accord avec moi sur ce point, même si nous avons réussi à réduire le chômage à 7,3 p. 100 en 1988-1989.

Mon collègue s'est opposé à ce que je répète une remarque que le chef de l'opposition a faite en 1978 lorsqu'il était ministre des Finances. Je voulais la répéter simplement parce que je trouvais qu'elle était pertinente. Le chef de l'opposition avait dit à l'époque: «Je ne crois pas que je puisse faire le père Noël. Je ne suis pas un marchand d'illusions. Il n'y a pas de solution magique pour se débarrasser du chômage.» Le chef de l'opposition avait raison; il n'y a pas de solution magique pour se débarrasser du chômage. Si on met en place les éléments de base, on a beaucoup plus de chance d'y arriver, et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire.

Mon collègue termine ses remarques en demandant si on peut faire deux choses en même temps. Herb, commencez par faire une chose à la fois, et vous apprendrez.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, nul ne saurait nier que le Canada connaît, au chapitre de l'emploi, l'une des crises les plus graves de son histoire. Pendant les neuf premiers mois de cette année seulement, 750 000 Canadiens qui étaient prestataires de l'assurance-chômage sont devenus bénéficiaires de l'aide sociale et sont venus s'ajouter à près de trois millions de Canadiens qui sont chômeurs ou assistés sociaux.

Je veux dire au premier ministre qu'avec les solutions qu'il propose, son gouvernement me fait penser à un général à la retraite qui a fait la dernière guerre: il continue d'adopter les mêmes vieilles tactiques.

Ma question s'adresse au premier ministre. De toute évidence, la politique économique du gouvernement a échoué, et le nombre de victimes de cette lamentable politique continue de croître, de même que leurs souffrances quotidiennes. Quelles nouvelles orientations le premier ministre adoptera-t-il maintenant pour relancer l'économie et redonner du travail aux Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je partage les inquiétudes de la députée. Nous savons que nous sommes aux prises avec de graves problèmes et que des gens souffrent. J'invite toutefois la députée à prendre en considération le fait que l'emploi a augmenté durant cinq des six derniers mois. Les emplois se sont en effet accrus de 64 000 au cours des six derniers mois. En septembre et en octobre, les emplois à plein temps ont augmenté de 83 000.

• (1430)

Quant au taux de chômage, il est passé de 11,6 à 11,3 p. 100. Le chômage n'est pas en hausse, il est en baisse.

Nous avons d'autres indices positifs. Pour un deuxième trimestre de suite, les mises en chantier ont augmenté. Les reventes de maisons ont affiché une hausse de 38 p. 100. Le commerce au détail a connu une augmentation pour un troisième mois d'affilée. Les ventes de voitures sont en hausse de 4,5 p. 100. Les exportations. . .

Une voix: Allez voir la réalité telle qu'elle est.

M. Mazankowski: Le parti de la députée continue de dénoncer l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Nos échanges commerciaux avec ce pays ont augmenté de 16 p. 100 depuis la ratification de l'accord. Les exportations de marchandises se sont accrues de 9,5 p. 100 durant les six premiers mois de l'année. C'est dans ce secteur